

tant du point de vue physique que mental, afin de ne pas provoquer nous-mêmes la destruction de la planète. C'est le grand défi que doit relever le Canada.

Je suis heureux que cette motion ait été présentée. Je crois que nous avançons dans la bonne direction. Certains pensent peut-être que nous devrions aller plus vite, je doute que quiconque pense que nous devions aller plus lentement. Le ministre des Travaux publics et ministre d'État chargé de la Science et de la Technologie a imprimé l'orientation. Premièrement, il a donné suite immédiatement aux recommandations qui lui ont été communiquées; deuxièmement, il a mis sur pied des moyens d'action qui assureront la participation de toutes les couches de la société canadienne; troisièmement, il a accordé beaucoup d'importance au rôle que nos universités et nos chercheurs devront jouer si le Canada veut assurer son avenir.

M. Harvie Andre (Calgary-Centre): Monsieur l'Orateur, le député de Hamilton Mountain (M. MacFarlane) a, à toutes fins utiles, condamné sans réserve la politique du gouvernement en matière de science et de technologie. Je le félicite pour son discours. En nous livrant l'opinion de ses anciens collègues de l'Université McMaster, il nous a montré comment l'attitude du gouvernement les inquiète. J'ai trouvé les observations du député assez intéressantes.

Vu l'heure qu'il est, puis-je déclarer qu'il est 6 heures?

M. l'Orateur adjoint: La Chambre convient-elle qu'il est 6 heures?

Des voix: D'accord.

M. l'Orateur adjoint: Comme il est 6 heures, je quitte maintenant le fauteuil jusqu'à 8 heures.

(La séance est suspendue à 6 heures.)

● (2002)

REPRISE DE LA SÉANCE

La séance reprend à 8 heures.

L'Orateur suppléant (M. Turner): A l'ordre. A 6 heures, c'était le député de Calgary-Centre (M. Andre) qui avait la parole.

M. Andre: Monsieur l'Orateur, je suis heureux de participer à ce débat. Depuis que je suis député, c'est la quatrième fois que ce problème est débattu aux Communes. Trois de ces débats ont été provoqués par notre parti; nous avons profité de jours prévus pour manifester l'intérêt que nous portons à ce problème.

On peut dire que l'histoire de la politique scientifique au Canada est pathétique. J'aimerais faire un bref historique. C'est en 1919 que la première initiative a été prise dans ce domaine; le gouvernement conservateur de M. Robert Borden a alors créé le Conseil national de recherches. Jusqu'en 1941, il n'a pas beaucoup été question de politique scientifique. La guerre ayant provoqué un regain d'intérêt, on a rattaché au Conseil privé un comité des questions scientifiques qui ne s'est pourtant pas réuni une seule fois de 1950 à 1958, c'est-à-dire lorsque le gouvernement dirigé par M. St-Laurent était au pouvoir.

En 1961, le gouvernement Diefenbaker a adopté une mesure fiscale qui consistait à permettre aux sociétés de défalquer de

Recherche et développement

leurs impôts un montant égal à 150 p. 100 des augmentations intégrales des dépenses consacrées à la recherche et au développement. Cette mesure eut d'heureux effets, mais elle fut supprimée par le gouvernement Pearson qui, en guise de compensation, créa un secrétariat à la science au Conseil privé.

En novembre 1967, l'autre endroit créa un comité spécial de la politique scientifique chargé d'étudier des questions telles que l'évolution récente de la R.-D. au Canada; la recherche et le développement effectués par le gouvernement fédéral; l'aide fédérale à la R.-D.; et enfin les principes et la structure de la politique scientifique au Canada. Ce comité, je l'admets a fait un excellent travail.

Je n'ai pas l'habitude de louer l'autre endroit, mais dans ce cas j'avoue qu'on y a accompli de l'excellente besogne. Je n'essaierai pas de résumer les constatations de ce comité parce qu'elles sont assez vastes. Qu'il me suffise de dire qu'il a publié trois volumes plus une annexe, mais dans son analyse initiale, il a comparé les réalisations du Canada à celles de quatre autres pays, et cette pénétrante analyse était assez troublante. Il conclut—c'était dans son premier rapport, en 1970—qu'à ce moment-là, le Canada investissait dans la R.-D. une plus petite proportion de son PNB que la plupart des autres pays industrialisés. Il concluait également que le gouvernement canadien consacrait une plus grande part de la recette fiscale à la recherche gouvernementale que n'importe quel autre pays industrialisé du monde occidental; que le secteur privé investissait moins en recherche et développement que la plupart des pays industrialisés; et que le Canada dépensait une plus grande partie de ses fonds de R.-D. à la recherche fondamentale que la plupart des pays industrialisés.

Voilà la triste situation qui existait en 1970. Les choses ont-elles changé depuis sept ou huit ans? Voyons les chiffres. En 1967, le Canada avait consacré environ 1.4 p. 100 de son PNB à la recherche et au développement. Le comité Lamontagne recommanda 2.5 p. 100 comme objectif national. Au même moment, les États-Unis investissaient déjà 3.6 p. 100 de leur PNB en R.-D., ce qui signifie que l'objectif visé par le Canada était plus bas que le pourcentage atteint par les États-Unis. En 1971, le Canada ne consacrait plus que 1.2 de son PNB aux activités de R.-D. En 1974, on était descendu à 0.85 p. 100 et, en 1976, à 0.8 p. 100. Autrement dit, la situation, qui était déjà mauvaise en 1967, n'a cessé d'empirer depuis.

Il n'y a pas d'autre mot que tragique pour décrire cette situation et, si nous en sommes là, c'est pour plusieurs raisons. L'avenir d'un pays est bâti en grande partie sur ses réalisations dans le domaine scientifique et technologique. Les historiens, qui aiment bien donner un nom à chaque époque et à chaque ère, disent que nous sommes dans l'ère technologique. Le terme est sans nul doute fort bien choisi.

● (2012)

Notre niveau de vie et notre qualité de vie dépendront sans aucun doute de la manière dont nous utiliserons notre science et notre technologie. Si les gouvernements se sentent une responsabilité vis-à-vis du public, et tiennent véritablement à lui assurer un niveau et une qualité de vie élevés—comme c'est le cas, à mon avis—ils devraient alors placer la politique scientifique au rang de leurs toutes premières priorités. N'importe où, la science et la technologie jouent un rôle essentiel dans les résultats qu'un pays peut espérer remporter dans le